



Maintenance préventive et  
corrective des appareils  
élevateurs des établissements  
du GHT 78 sud  
(hors CH Versailles)

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES  
PARTICULIERES (CCTP)**

Appel d'offres passé en application des articles L.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-5, du code de la commande publique

Consultation n°

**2025-SB018**

Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 1 / 19
Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du Centre Hospitalier de Versailles	

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>DESCRIPTION GENERALE.....</b>	<b>3</b>
2.1	Adresses des Etablissements concernés - RESPONSABLES DE SITE.....	3
2.2	Équipements concernés .....	4
2.3	Réglementation de référence .....	4
2.4	Définition des prestations .....	5
2.5	Objectifs de performance fixés au titulaire .....	5
<b>3</b>	<b>CONTROLES REGLEMENTAIRES .....</b>	<b>6</b>
<b>4</b>	<b>DESCRIPTION TECHNIQUE.....</b>	<b>7</b>
4.1	Gamme de maintenance préventive .....	8
4.2	Prestations complémentaires incluses dans le forfait .....	10
4.3	Prestations non incluses dans le Marché.....	10
4.4	Liste des pièces standard incluses dans le forfait.....	11
4.5	Maintenance Corrective .....	11
<b>5</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	<b>12</b>
5.1	Généralités .....	12
5.2	Délais d'exécutions .....	13
5.3	Comptes Rendus et Formation .....	15
5.4	Réunions.....	16
5.5	Prise en charge.....	17
5.6	Téléalarme.....	17
<b>6</b>	<b>REMISE DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHÉ .....</b>	<b>17</b>
<b>7</b>	<b>DOCUMENTATION.....</b>	<b>18</b>
<b>8</b>	<b>PERSONNEL ET MOYENS DU TITULAIRE .....</b>	<b>18</b>
<b>9</b>	<b>FORMATION.....</b>	<b>19</b>
<b>10</b>	<b>RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT « DEMARCHE HQE » .....</b>	<b>19</b>

## 1 OBJET DU MARCHE

Le marché concerne l'exécution des prestations de maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs, ascenseurs, monte-malades, ascenseurs de charge, monte-charges, escaliers mécaniques et élévateurs de quai installés dans les bâtiments du Groupement Hospitalier Territorial (hors CH Versailles).

La liste des appareils est indiquée à l'annexe 1 du présent CCTP.

Elle distingue :

- Les appareils prioritaires
- Les appareils non prioritaires, dits appareils standard

Pour l'ensemble des appareils, le présent contrat est à clauses minimales, tel que le précise l'annexe 1 du présent CCTP, à l'exception des 25 appareils listés dans la DPGF et dans l'annexe 1 qui sont à couvrir par une garantie étendue. Une extension de ce contrat en maintenance à garantie étendue pourra être commandée par le GHT par appareil et par le biais d'une commande ponctuelle suivant Bordereau de Prix Unitaires.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des bâtiments
- de la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance
- des conditions particulières d'intervention liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments et de l'activité qui s'y déroule.

## 2 DESCRIPTION GENERALE

### 2.1 ADRESSES DES ETABLISSEMENTS CONCERNES - RESPONSABLES DE SITE

Etablissements constituant le Groupement Hospitalier Territorial 78 sud (hors CHV)

- **Le Centre Hospitalier de Rambouillet est** situé au 5 rue Pierre et Marie Curie, 78120 Rambouillet

Interlocuteur	
Responsable technique	Kévin PERRUCHAULT
Chef de sécurité incendie	Michaëla GROSU

- **L'Hôpital Gériatrique Philippe Dugué** est situé au 1 rue Jean Mermoz, 78460 Chevreuse

Interlocuteur	
Responsable technique	Philippe CHEVALAY
Chef de sécurité incendie	Alban CUDINI

- **L'Hôpital de pédiatrie et de rééducation de Bullion est** situé au Lieu-dit Hpr Longchêne, 78830 Bullion

Interlocuteur	
Responsable technique	Jean-Michel CHAIGNON
Chef de sécurité incendie	Jean-Michel CHAIGNON David COSTA SIMOES

- **Le Centre Hospitalier de Plaisir est** situé au 220 rue François Mansart, 78370 Plaisir

Interlocuteur	
Responsable technique	Sébastien MODOLO
Chef de sécurité incendie	Kamel BELAMRI

- **L'EH PAD « Les Aulnettes »** est situé au 52 rue du Général Gallieni, 78220 Viroflay

Interlocuteur	
Responsable technique	Christian PAYET
Chef de sécurité incendie	Kamel BELAMRI

- **L'Hôpital Le Vésinet** est situé au 72 avenue de la Princesse, 78110 Le Vésinet

Interlocuteur	
Responsable technique	Christian PAYET
Chef de sécurité incendie	Kamel BELAMRI

- **Centre Hospitalier de la Mauldre** est situé au 23 rue Saint Louis, 78760 Jouars Pontchartrain

Interlocuteur	
Responsable technique	Philippe GEVEAUX
Chef de sécurité incendie	Kamel BELAMRI

- **Hôpital de Houdan** est situé au 42 rue de Paris, 78550 Houdan

Interlocuteur	
Responsable technique	Jean-Jacques SOUDAN
Chef de sécurité incendie	Christine PAUMARD

#### Référent et coordonnateur du marché

Interlocuteur	
Pierre-Emmanuel DUFOUR	

## 2.2 EQUIPEMENTS CONCERNES

Les caractéristiques techniques des appareils figurent à l'annexe 1 du présent CCTP. Concernant l'alimentation électrique des appareils, la limite de prestation se situe au niveau du tableau d'arrivée de courant (tableau DTU). Les manœuvres d'exploitation sont effectuées sous la responsabilité des responsables techniques des sites. En revanche, la maintenance du tableau (y compris les protections) est entièrement à la charge du titulaire.

Toute modification importante (travaux, mise à l'arrêt définitive...) sur les appareils fera nécessairement l'objet d'un avenant.

## 2.3 REGLEMENTATION DE REFERENCE

Le présent cahier des clauses techniques particulières est établi sur la base des textes réglementaires suivants :

- **Loi n° 2003-590 « urbanisme et habitat »** du 2 juillet 2003 ; modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives aux ascenseurs
- **Décret n° 2004-964** relatif à la « **sécurité des ascenseurs** » du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation ; détermine les dispositions minimales à respecter pour assurer la mise en sécurité et la maintenance de l'ascenseur, le contenu des clauses devant figurer dans les contrats de maintenance
- **Arrêté du 11 mars 1977** relatif aux conditions **de maintenance des monte-charges**
- **Arrêté du 18 novembre 2004** relatif à la **maintenance des installations d'ascenseurs**. Cet arrêté précise les conditions de la maintenance des installations d'ascenseurs et donne la liste des opérations minimales de maintenance des ascenseurs avec leurs fréquences minimales ainsi que les dispositions relatives au contrat de maintenance. Il abroge l'arrêté du 11 mars 1977 relatif aux conditions

Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 4 / 19
Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud	

de maintenance normalisées des ascenseurs et monte-charge pour la partie concernant la maintenance des ascenseurs.

- **Arrêté du 18 novembre 2004** modifié relatif aux **contrôles techniques** à réaliser dans les installations d'ascenseurs.
- **Décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008** relatif à la **sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements** assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements
- **Arrêté du 29 décembre 2010** relatif aux **vérifications générales périodiques** portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure, et modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Article R. 125-2-1 du Décret n°2001-964 du 09/09/2004 relatif à la sécurité des ascenseurs (rapport annuel).
- Escaliers mécaniques : arrêté du 6 mars 2006 (JORF du 13 avril 2006)
- Elévateurs de quai : directives machines, arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004 relatif à la vérification des appareils et accessoires de levage

Cette liste n'est pas limitative, et le titulaire du présent marché devra appliquer l'ensemble des textes en vigueur à la prise d'effet du marché, et tout au long de sa durée.

## 2.4 DEFINITION DES PRESTATIONS

- **Maintenance** : Ensemble de toutes les actions techniques, administratives, et de management durant le cycle de vie d'un bien, destinées à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise
- **Maintenance préventive** : Maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinés à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien.
- **Maintenance corrective** : Maintenance exécutée après détection d'une panne et destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise.
- **Maintenance à clauses minimales** : Maintenance couvrant les obligations légales de maintenance préventive et corrective, incluant uniquement le remplacement des pièces standard (définies en Annexe 3), sans surcoût supplémentaire.
- **Maintenance à garantie étendue** : Maintenance couvrant les mêmes obligations que le contrat à clauses minimales, élargi au remplacement des pièces supplémentaires listées en Annexe 3.
- **Panne appareil** : Appareil indisponible qui ne se déplace pas lorsqu'un usager actionne les boutons de commande, situés dans la cabine ou sur les paliers
- **Délai d'intervention** : Temps qui s'écoule entre l'heure d'émission de la demande d'intervention, par appel téléphonique, email émis à l'adresse désignée par le titulaire, émission d'un appel automatique, et autres modes de communication et l'heure d'arrivée du technicien sur le site (heure enregistrée par l'agent de sécurité de la Loge, ou à défaut du technicien des services techniques ayant généré la demande d'intervention ou le technicien de garde technique ayant généré la demande d'intervention.
- **Délai de remise en service** : Temps qui s'écoule entre le moment où arrive le technicien sur le site, et la remise en service effective de l'ascenseur, ou la désincarcération.

## 2.5 OBJECTIFS DE PERFORMANCE FIXES AU TITULAIRE

### 2.5.1 DEFINITION DES OBJECTIFS DE PERFORMANCE

Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 5 / 19
Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud	

Les objectifs de performance du titulaire sont déterminés par appareil selon deux critères portant sur le nombre annuel de pannes et la durée d'immobilisation annuelle.

Dans le cadre de la définition des objectifs de performance, la "panne" s'entend comme un appareil indisponible qui ne se déplace pas lorsqu'un usager actionne les boutons de commande, situés dans la cabine ou sur les paliers.

La "durée d'immobilisation" s'entend par appareil comme la durée d'immobilisation annuelle d'un appareil hors immobilisation pour opération de maintenance préventive.

Les objectifs de performance sont fixés de la façon suivante :

- Pour les appareils récents (de moins de 10 ans, neufs ou modernisés), l'objectif de performance est fixé pour chaque appareil à :
  - 5 pannes maximum par an,
  - 48 heures maximum d'immobilisation par an
- Pour les appareils anciens (de plus de 10 ans), l'objectif de performance est fixé pour chaque appareil à :
  - 30 pannes maximum par an,
  - 10 jours maximum d'immobilisation par an.

### **2.5.2 DISPONIBILITE DES APPAREILS HORS MAINTENANCE PREVENTIVE**

Les cas de dépannage ou de réparation ne doivent pas conduire à une indisponibilité supérieure à 48 heures, sauf cas de force majeure, constaté et accordé par les sites. Afin de constater et valider ce cas de force majeure, dès que le titulaire estime qu'il ne sera pas en mesure de respecter les objectifs de performance décrits ci-dessous, il devra en informer immédiatement les responsables de site par le biais d'un écrit indiquant les causes de la panne, les mesures qu'il envisage de prendre pour y remédier, une justification de l'impossibilité de respecter les délais et un calendrier prévisionnel de remise en service.

### **2.5.3 PENALITES DE NON-PERFORMANCE**

Si le résultat obtenu pour chaque appareil conduit à un résultat moins performant que les objectifs de performance définis à l'article ci-dessus, il sera appliqué des pénalités, prévues au CCAP du présent marché.

## **3 CONTROLES REGLEMENTAIRES**

La date des interventions sera précisée par écrit par l'organisme de contrôle 15 jours avant les contrôles.

Les opérations de contrôle suivantes sont intégrées au présent marché :

- Selon le décret 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail, une étude de sécurité spécifique (articles R. 4543-2 à R. 4543-11 du Code du Travail) doit être réalisée par l'entreprise chargée des interventions et des travaux sur l'équipement dans les six semaines suivant la prise en charge de l'équipement.

L'étude de sécurité sera étendue aux appareils concernés et situés dans les bâtiments à usage exclusif d'habitation.

Elle doit être mise à jour :

- chaque fois que survient un événement susceptible d'affecter l'évaluation des risques.
- après un rapport de contrôle technique.
- après un signalement de danger grave et imminent.
- après chaque intervention entraînant une transformation importante des appareils au sens de la norme NF P82-212.

- **L'assistance** aux visites techniques de contrôle suivantes :

◇ Contrôle technique quinquennal « **C T Q** » réglementaire des ascenseurs au sens de l'arrêté du 18 novembre 2004 pour tous les types de bâtiments.

- ◇ Vérification technique quinquennale pour les ascenseurs ouverts au public selon l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, qui sera étendue aux ascenseurs ouverts au public des ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie.
  - ◇ Vérification technique **semestrielle** du fonctionnement des ascenseurs selon l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié
  - ◇ Vérification technique semestrielle des suspentes au sens de décret 95.826 du 1er juillet 1995
- Vérification technique annuelle au sens de l'arrêté du 29 décembre 2010 pour les ascenseurs, monte-charges et élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, qui sera étendue aux bâtiments à usage exclusif d'habitation  
Les opérations concernées comportent selon le cas des essais de fonctionnement et/ou un examen de l'état de conservation.
  - Toute autre vérification réglementaire qui aurait été omise dans le présent CCTP ou qui deviendrait réglementaire au cours du marché devra être pris en charge dans le présent marché global et forfaitaire, sans que cela fasse l'objet d'une plus-value.

Est également inclus dans la maintenance préventive conditionnelle forfaitaire le traitement des réserves sur les rapports des organismes de contrôle réglementaire (contrôle ERP, contrôle IGH et contrôle technique quinquennal « C T Q »), hormis les travaux de mise en conformité réglementaires identifiés dans le CTQ.

La levée des réserves devra intervenir dans un délai maximal de 60 jours ouvrables à compter de la date de réception du rapport de contrôle.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance ayant trait à la sécurité ou un dysfonctionnement avéré de l'installation, le titulaire dispose de 2 heures à compter de la réception du rapport de l'organisme de contrôle pour intervenir sur site. Il en informe par écrit l'organisme de contrôle sous 24h.

Le titulaire devra signifier par écrit à chaque responsable de site, la bonne réalisation de la levée des réserves.

On appelle « Réserve » :

- Toute observation qui serait émise par un organisme de contrôle (en application des contrôles AS9 et SAE)
- Toute remarque d'un intervenant mandaté par le responsable technique de chaque site pour le contrôle de la maintenance.
- Les anomalies relevées par le Bureau de Contrôle effectuant les vérifications annuelles de fonctionnement (pour les établissements concernés)

Sont inclus dans la maintenance préventive conditionnelle à prix unitaire les opérations de mise en conformité réglementaire nécessaires et identifiés soit dans le « CTQ », soit dans le diagnostic d'accessibilité, dès lors qu'ils ne conduisent pas à une amélioration des performances ou du confort (ce sont alors des travaux de modernisation).

## 4 DESCRIPTION TECHNIQUE

Le titulaire s'engage à :

- Assurer les conditions générales de maintenance des équipements décrites selon l'arrêté interministériel du 18 novembre 2004.
- Respecter les conditions particulières imposées par le GHT.
- Exécuter toutes les prestations de maintenance préventive, y compris le remplacement des pièces standard, usagées ou défectueuses (listées à l'article 4.6 du présent marché), sans refacturation supplémentaire, qu'elles soient remplacées immédiatement lors de la visite ou lors d'une intervention ultérieure programmée dans les plus brefs délais.
- Exécuter les prestations maintenance corrective selon le bordereau de prix unitaire.
- Respecter l'ensemble des textes et des règlements en vigueur, en particulier les textes relatifs aux immeubles d'habitation, aux ERP, aux IGH le cas échéant, au code de la construction et de l'Habitation et au code du Travail.

Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 7 / 19
Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud	

Pour chacune de ces opérations, le titulaire devra :

- Prendre toutes les dispositions pour interdire l'accès à l'équipement durant son intervention.
- Informer les services techniques de toute mise à l'arrêt (cause, délai prévisionnel de remise en service).
- Consigner les interventions dans le carnet de maintenance.
- Fournir un planning annuel de maintenance préventive pour chaque site, validé par le GHT dans les 30 jours suivant la prise d'effet du marché.

#### **4.1 GAMME DE MAINTENANCE PREVENTIVE**

Le présent marché prévoit deux niveaux de maintenance pour les équipements :

- Maintenance à clauses minimales, couvrant les obligations légales de maintenance préventive, incluant le remplacement des pièces standard listées en Annexe 3 (colonne "Clauses Minimales"), sans surcoût supplémentaire.
- Maintenance à garantie étendue, applicable aux appareils désignés dans la DPGF et l'Annexe 1, qui élargit la couverture aux pièces supplémentaires (Annexe 3, colonne "Garantie Étendue")

Les prestations de maintenance préventive seront à minima celles définies par l'arrêté du 18 Novembre 2004 relatif à la maintenance des installations d'ascenseurs.

La maintenance préventive sera effectuée du lundi au vendredi de 8 h à 17 h (sauf cas particulier d'appareil prioritaire).

Le planning du ou des techniciens sera décidé en accord avec les sites du GHT.

Les interventions listées à l'annexe 2 n'étant pas exhaustives, constituent le minimum à réaliser. Le titulaire doit adapter la fréquence et la consistance de ses visites aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation de l'appareil.

Le Prestataire a une obligation de conseil en complément de l'obligation de résultat, concernant notamment une maintenance préventive.

##### **4.1.1 ASCENSEURS ET ASCENSEURS DE CHARGE**

Le PRESTATAIRE s'engage à réaliser sur les équipements des sites, des prestations d'entretien permettant de maintenir les ascenseurs et ascenseurs de charge en bon état de fonctionnement et de maintenir le niveau de sécurité résultant de l'application du décret n° 2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ou de l'application des articles associés

##### **➤ Fréquences minimales :**

- Toutes les 6 semaines : Vérifications de base (cabine, portes, machinerie, gaine).
- Semestrielle : Contrôles approfondis (parachute, limiteur de vitesse, câbles).
- Annuelle : Examen complet (sécurité, conformité réglementaire).

##### **➤ Prestations incluses :**

- Vérification de la cabine (éclairage, boutons, téléalarme).
- Contrôle des portes (verrouillages, contacts, réouverture).
- Inspection de la machinerie (freins, poulies, câbles).
- Examen de la gaine (guides, parachute, éclairage).

##### **4.1.2 PLATEFORMES ELEVATRICE, NIVELEURS DE QUAI ET EPMR (ELEVATEUR POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITES)**

Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 8 / 19
Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud	



La maintenance des plateformes élévatrices et des élévateurs de personnes devra être exécutée dans le respect des présentes dispositions contractuelles et tiendra compte :

- De la nature des installations,
- Du livret de maintenance fourni par le constructeur de l'installation,
- De l'environnement dans lequel elles se trouvent,
- De l'évolution des normes et règlements auxquels elles peuvent directement ou indirectement se rapporter.

Le référentiel de construction est la norme NF P82-222 : Appareils élévateurs verticaux pour personnes à mobilité réduite - Règles de sécurité pour la construction et pour l'installation.

➤ **Fréquences adaptées à l'environnement :**

- 4 visites/an pour les appareils intérieurs.
- Toutes les 6 semaines (8-9 visites/an) pour les appareils extérieurs (exposés aux intempéries).

➤ **Prestations incluses :**

- Nettoyage des mécanismes.
- Contrôle des sécurités (freins, parachutes).
- Vérification des connexions électriques/hydrauliques.
- Graissage et réglages.

#### **4.1.3 MONTE-CHARGES NON ACCOMPAGNES**

La maintenance des monte-charges (non accompagnés) régis par l'arrêté du 11 Mars 1977 devra être exécutée dans le respect des présentes dispositions contractuelles et tiendra compte :

- De la nature des installations (pas de téléalarme, pas de boîte à boutons dans la cabine).
- De l'environnement dans lequel elles se trouvent.
- De l'évolution des normes et règlements auxquels elles peuvent directement ou indirectement se rapporter.

Les prestations de maintenance prévues dans le cadre du marché global et forfaitaire sont celle d'un contrat à clauses minimales, tel que défini pour les ascenseurs et monte-charges accompagnés. Les hôpitaux pourront à tout moment étendre ce contrat en contrat à garantie étendue par commande ponctuelle tel que prévu au Bordereau de Prix Unitaires.

➤ **Fréquences :**

- Mensuelle : Vérifications de base (cuvette, freins, éclairage).
- Semestrielle/annuelle : Contrôles approfondis (câbles, poulies, parachute).

➤ **Prestations incluses :**

- Vérification des verrouillages et contacts.
- Nettoyage et graissage.
- Essais de fonctionnement.

#### **4.1.4 REMPLACEMENT DES PIECES USAGEES OU DEFAILLANTES**

Lors des visites de maintenance préventive, le titulaire doit identifier et remplacer immédiatement les pièces usagées ou défectueuses si elles sont disponibles en stock.

Si la pièce n'est pas disponible en stock :

- Le titulaire doit commander la pièce dans les 24h suivant la détection.

Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 9 / 19
Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud	

- Programmer une réintervention sous 3 jours calendaires (24h pour les appareils prioritaires) pour effectuer le remplacement, sans surcoût supplémentaire et sans attendre une panne. Cette réintervention est inclus dans le forfait de maintenance préventive.
- Informer le responsable technique du site par email de la date prévue pour la réintervention.

Les prestations de maintenance préventive sont mises en œuvre chaque fois que nécessaire. Leur réalisation est retranscrite dans le carnet de maintenance.

Toute immobilisation d'un appareil due à un retard de réintervention (non-respect du délai de 3 jours) sera considérée comme un manquement aux obligations contractuelles et pourra donner lieu à des pénalités (cf. CCAP).

## 4.2 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES INCLUSES DANS LE FORFAIT

En plus des prestations listées dans l'annexe 2, les prestations suivantes sont également intégrées à la maintenance forfaitaire :

- Réglage des réserves par un éventuel raccourcissement des câbles ou chaînes de compensation, de limiteur de vitesse, de suspension et de sélecteur d'étage.
- Remplacement du fluide hydraulique pour les ascenseurs hydrauliques
- Maintenance compris dépannage et remplacement des systèmes et filtres d'antiparasitage, quelle qu'en soit la cause.
- Maintenance des boîtes pompiers (y compris le remplacement des vitres de protection quelle qu'en soit la cause) et vérification des équipements d'appel prioritaire.
- Maintenance compris remplacement à l'identique des dispositifs d'alarme en local, batteries comprises. Les canalisations ne sont pas concernées lorsqu'elles sont inaccessibles.
- Maintenance complète compris remplacement à l'identique quelle qu'en soit la cause (vandalisme, foudre) si nécessaire des systèmes d'interphonie ou de téléalarme en cabine suivant le système existant.
- Maintenance compris remplacement des éléments de surveillance et de visualisation reportés au poste de sécurité.
- La mise à jour logicielle et matérielle est également intégrée afin de permettre un fonctionnement optimal et le stockage des données.
- La vérification et l'assistance si nécessaire lors des essais, du bon fonctionnement du non-arrêt au niveau sinistré pour les ascenseurs asservis au système de sécurité incendie
- La vérification du bon fonctionnement de la commande à clef liftier et liftier pompiers.
- Pour le cas particulier de la batterie grise, la maintenance du système de boucle de contrôle d'accès pour les appels paliers est inclut au présent marché.
- Maintenance du système de supervision EMS des ascenseurs
- Contact à clef accompagné en cabine ainsi que le nombre de clef suffisant,
- Dispositif(s) de détection de température (thermostat),
- Sonde de température sur les équipements qui en sont pourvus (machine et armoire de manœuvre).

## 4.3 PRESTATIONS NON INCLUSES DANS LE MARCHÉ

Les prestations ci-après ne sont pas incluses dans le marché de maintenance :

- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur.
- Les liaisons machinerie vers le poste de veille ou le poste de sécurité.
- Les travaux de modernisation
- Les évolutions techniques même si elles sont dues à de nouvelles réglementations ou si elles sont recommandées ou exigées par les autorités réglementaires.
- Les prestations rendues nécessaires en cas de force majeure l'incendie, l'explosion, l'inondation, la foudre, les catastrophes naturelles, les ambiances corrosives, l'accident indépendant de l'action du Prestataire, l'usure des pièces non standard, l'inobservation des prestations réglementaires.
- Les réparations et travaux consécutifs à du vandalisme avéré (à l'exception des « petits vandalismes » et des mauvaises utilisations prévisibles des équipements ex : petits chocs dans les portes et dans la cabine).

Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 10 / 19
Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud	

#### 4.4 LISTE DES PIÈCES STANDARD INCLUSES DANS LE FORFAIT

Le titulaire s'engage à maintenir un stock minimal des pièces standard sur chaque site ou, à défaut, dans les véhicules d'intervention dédiés, afin de garantir leur disponibilité immédiate en cas de besoin. Ce stock devra permettre de répondre aux exigences de réactivité définies à l'article 4.1.5.

##### Disponibilité des pièces :

- Les pièces standard (listées en Annexe 3, colonne "Clauses Minimales") doivent être accessibles sous 24 heures ouvrées.
- Pour les appareils prioritaires, les pièces critiques (ex : dispositifs de sécurité, téléalarme) doivent être disponibles immédiatement (en stock sur site ou dans les véhicules).

##### Traçabilité et reporting :

Le titulaire devra consigner dans le carnet de maintenance toute utilisation de pièce issue du stock, en précisant :

- La date et l'heure du remplacement.
- La référence exacte de la pièce (selon l'Annexe 3).
- Le nom du technicien ayant effectué l'intervention.

##### Réapprovisionnement :

Sur demande, un inventaire du stock des pièces standard devra être transmis aux responsables techniques des sites.

En cas de rupture de stock, le titulaire devra :

- Informer le responsable technique du site par email, en précisant la pièce concernée et le délai prévisionnel de réapprovisionnement.
- Proposer une solution alternative (ex : pièce de remplacement temporaire, délai de livraison garanti).

Les délais de réapprovisionnement ne doivent pas excéder 24 heures ouvrées pour les pièces standard.

##### Responsabilités en cas de manquement :

- Toute immobilisation d'un appareil due à l'indisponibilité d'une pièce standard sera considérée comme un manquement aux obligations contractuelles et pourra donner lieu à des pénalités.
- Le titulaire ne pourra invoquer un délai de commande ou de livraison pour justifier une immobilisation prolongée.

#### 4.5 MAINTENANCE CORRECTIVE

Il s'agit :

- De la réparation ou du remplacement des pièces non standard lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles sont défectueuses.
- Du remplacement des pièces dégradées par du vandalisme caractérisé, par corrosion en ambiance spécifique ou par un accident indépendant de l'action du titulaire. Dans le présent marché, le terme de vandalisme est défini comme acte de destruction volontaire réalisé avec tout type d'objet.
- De la réparation ayant pour cause des événements extérieurs tels qu'incendie, inondation etc. Dans ce cas l'origine de la panne devra être dûment constatée par le représentant pour chaque site.

Les prix unitaires des opérations de maintenance corrective non forfaitaire les plus courantes, sont indiqués dans le bordereau des prix unitaires. Ces interventions comprennent la main d'œuvre et la fourniture des pièces détachées. Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) comprend deux onglets distincts pour la gestion des pièces et des prestations complémentaires :

Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 11 / 19
Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud	

- Un onglet avec la liste des pièces dites "hors standard".
- Un onglet "Complément maintenance à garantie étendue", permettant aux sites ayant souscrit à la garantie étendue de connaître le montant de la plus-value associée à cette option, et offrant aux autres sites la possibilité de bénéficier de cette garantie sur une année, via une commande ponctuelle. Cet onglet détaille les coûts supplémentaires liés à l'élargissement des prestations (pièces supplémentaires, délais optimisés, etc.), tels que définis à l'article 4.1 du CCTP.

Dans les cas de réparations ou d'opérations de remplacement non prévues au bordereau des prix unitaires, un devis sera envoyé par le titulaire. Le délai de réalisation des travaux et la durée d'intervention seront impérativement intégrés au devis.

Ce devis mentionnera :

- Le coût du matériel,
- Son délai d'approvisionnement
- Le coût de la main d'œuvre.

Les opérations de maintenance corrective seront réalisées 24h/24 tous les jours de l'année sur appel de l'astreinte du prestataire.

Pour chaque mise en sécurité ou mise à l'arrêt de l'équipement, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures suivantes :

- Mettre en sécurité l'installation (ex : verrouillage des portes, signalisation claire).
- Mettre à l'arrêt l'appareil si nécessaire (ex : risque pour les usagers, panne majeure).
- Signalement immédiat à la structure de veille de l'établissement (loge de sécurité ou responsable technique de garde).
- Consignation écrite dans le carnet de maintenance :
  - Heure exacte de la mise à l'arrêt.
  - Motif détaillé (ex : panne électrique, pièce défectueuse).
  - Nom du technicien ayant effectué la manœuvre.

Dans tous les cas, les interventions de maintenance corrective non forfaitaire devront avoir fait l'objet d'une évaluation financière préalable précise et ne pourront être engagées qu'après accord de chaque responsable de site.

## 5 **CONDITIONS D'EXECUTION**

### 5.1 **GENERALITES**

Au démarrage de ce marché, le Prestataire désignera une équipe d'intervenants pour réaliser :

- La maintenance préventive et curative
- Les interventions d'astreinte (Nuits, samedis, Dimanches, Jours fériés).

A chaque modification de la composition de cette équipe, le Prestataire informera au préalable les sites concernés.

En plus de la visite d'état des lieux, les établissements pourront demander une réunion sur site, de l'équipe qui sera affecté afin de leur présenter l'équipe de l'hôpital.

#### **Dépannage :**

Le titulaire s'engage à intervenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des appareils sur appel du responsable technique ou de son représentant.

Les délais d'intervention sont définis dans le cadre du présent CCTP.

#### **Urgence de caractère exceptionnel :**

En cas de panne sur un équipement prioritaire (réanimation, bloc opératoire, etc.) comme spécifié dans l'annexe 1, l'appel d'un agent des Services Techniques d'un établissement du Groupe Hospitalier, qui se sera présenté (nom, grade, fonction) devra être pris et traité en urgence, quel que soit le moment de cet appel (jour, nuit, etc...).

Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 12 / 19
Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud	

Cet appel sera doublé par l'envoi d'un mail, envoyé dans les trente minutes afin de confirmer l'urgence et d'établir le point de départ des pénalités.

#### **Procédures d'appel :**

Dès l'entrée en vigueur du marché, devront être transmis aux référents de chaque site :

- le mode d'appel,
- les numéros et codes éventuels d'appel,
- les noms des interlocuteurs de la société ainsi que celui des divers cadres de direction aptes à prendre des décisions en cas d'urgence de caractère exceptionnel,
- la structure du message à communiquer.

Cette procédure devra être respectée 24H/24, tous les jours y compris les samedis, dimanches et jours fériés.

Il ne sera pas admis d'enregistrement de demande d'intervention sur un répondeur téléphonique.

Tout changement de cette procédure devra être notifié par écrit par le titulaire du contrat de maintenance au Directeur des investissements du groupe hospitalier, aux Ingénieurs de site et aux Responsables électromécanique de site.

#### **Conduite à tenir par le titulaire lors des interventions :**

Le technicien se présente à la structure de veille de l'établissement où son heure d'arrivée sera consignée sur la main courante. Il y retire les clefs nécessaires et communique son numéro de téléphone portable pour pouvoir être joignable durant toute sa présence dans l'établissement.

L'intervention réalisée fait l'objet d'un rapport qui est déposé soit auprès des cadres techniques affectés à la maintenance du lundi au vendredi, de 8 heures à 16 heures, soit auprès du personnel de service à la structure de veille du site concerné en dehors de ces horaires et ceci lors du retour des clefs.

La mise à l'arrêt d'un appareil fait l'objet immédiat d'une communication orale entre le technicien et le cadre technique de garde ce jour. Cette manœuvre devra être consignée ultérieurement dans le carnet de maintenance de l'appareil concerné.

## **5.2 DELAIS D'EXECUTIONS**

Le marché comprend l'ensemble des interventions de dépannages sur site 365 jours par an. La durée des interventions devra être aussi réduite que possible et les interventions seront effectuées de manière à ne causer qu'un minimum de gêne pour les usagers.

Les interventions de dépannage seront déclenchées 7 jours sur 7 sur simple appel téléphonique au numéro de téléphone affecté à la prise en compte des demandes de dépannage.

A défaut du respect de ces délais, le titulaire se verra appliquer les pénalités définies dans le CCAP.

En cas de présence d'un système de télésurveillance sur l'installation, la prise en compte des temps d'intervention et de remise en service démarrera dès l'immobilisation de l'appareil.

Par ailleurs, le titulaire devra impérativement conserver la traçabilité de toutes les demandes d'intervention quel qu'en soit le support, et ce pendant une durée de 12 mois minimum.

Les délais ci-dessous s'appliquent aux interventions correctives et aux réinterventions dans le cadre des maintenances préventives (remplacement de pièces standard en cas de défaillance du stock).

### **5.2.1 DELAIS DE TRANSMISSION DES DEVIS**

Transmission d'un devis détaillé pour les pièces non standard suivant **les prix du bordereau des prix unitaires** :

Maximum 12 heures pour des équipements ayant de la maintenance à clause minimal ou à garantie étendue.

Transmission d'un devis détaillé pour les pièces non standard **hors bordereau des prix unitaires** :

Maximum 24 heures pour des équipements ayant de la maintenance à clause minimal ou à garantie étendue.

Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 13 / 19
Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud	

### 5.2.2 DELAIS D'INTERVENTION

- En cas de non-respect des délais de remise en service (voir tableau ci-dessous) :

Le titulaire doit informer par email le responsable technique du site sous 1 heure, en précisant les raisons précises du dépassement (ex : pièce indisponible, complexité technique, attente d'un expert) ainsi que les dates et heures prévisionnelles de remise en service, actualisées en temps réel en cas de changement.

Il doit également afficher ces informations de manière visible sur la porte palière de RDC ainsi que tous les niveaux desservis.

- En cas d'intervention des services de secours (pompiers) pour une désincarcération d'usager bloqué, le titulaire assume pleinement les responsabilités suivantes :
  - Prise en charge financière des éventuelles dégradations causées par les pompiers, si le délai d'intervention du titulaire dépasse 45 minutes.
  - Remboursement intégral des frais d'intervention des pompiers, y compris les coûts indirects (ex : dégradations matérielles, frais de déplacement).

Cette clause s'applique uniquement si le titulaire n'a pas respecté le délai contractuel de 45 minutes pour la désincarcération, tel que défini dans le tableau ci-dessous.

Au-delà des délais indiqués dans le tableau ci-dessous, il sera appliqué une pénalité selon les termes du CCAP.

Intervention	Période de fonctionnement	Délais d'intervention ou de mise en service : Tranches horaires	
		de 7h à 21h	de 21h à 7h
Désincarcération	24h/24 - 7j/7	45min	45min
Dépannage absence de sécurité sur porte palière appareils « standard »	24h/24 - 7j/7	45min	45min
Dépannage absence de sécurité sur porte palière appareils « prioritaires »	24h/24 - 7j/7	45min	45min
Dépannage sur oculus de porte cassé appareils « standard »	24h/24 - 7j/7	45min	45min
Dépannage sur oculus de porte cassé appareils « prioritaires »	24h/24 - 7j/7	45min	45min
Dépannage appareils « standards »	24h/24 - 7j/7	2h	3h
Dépannage appareils « prioritaires »	24h/24 - 7j/7	1h	2h
Délais de mise en service sur appareil "standard" sans nécessité de réparation ou de remplacement de pièces	7j/7	4h	
Délais de mise en service sur appareil "prioritaire" sans nécessité de réparation ou de remplacement de pièces	24h/24 - 7j/7	2h	4h
Délais de mise en service sur appareil "standard" avec nécessité de réparation ou de remplacement de pièces	7j/7	48h	48h

Délais de mise en service sur appareil "prioritaire" avec nécessité de réparation ou de remplacement de pièces	24h/24 - 7j/7	24h	24h
Délais de réintervention suite à la maintenance préventive pour remplacement de pièces usagées ou défectueuses sur les appareils "standard"	7j/7	de 8h à 17h 72h	
Délais de réintervention suite à la maintenance préventive pour remplacement de pièces usagées ou défectueuses sur les appareils "prioritaire"	7j/7	de 8h à 17h 24h	
Délais pour commander les pièces non remplacées suite à la maintenance préventive pour remplacement de pièces usagées ou défectueuses		12h	12h

### 5.3 COMPTES RENDUS ET FORMATION

#### 5.3.1 COMPTES RENDUS SUITE A INTERVENTION

Toutes les interventions donneront lieu à la rédaction d'un compte-rendu qui attestera que les opérations prévues dans le présent marché ont bien été effectuées.

Pour ces mêmes interventions, un compte-rendu sera rédigé lisiblement sur le carnet de maintenance de l'appareil. La fourniture du carnet de maintenance (sous une forme papier) est à la charge du titulaire lors de la première visite de maintenance.

Le carnet de maintenance est obligatoire et doit rester en permanence dans le local des machines (ou dans l'armoire de manœuvre pour les appareils avec machine en gaine). Il mentionne impérativement les points suivants de manière LISIBLE :

- la date de l'intervention,
- les heures de début et de fin d'intervention,
- le type d'intervention : maintenance préventive ou dépannage,
- en cas de dépannage : la cause de la panne, la consistance de la réparation et le type de pièces remplacées,
- en cas de maintenance préventive : les opérations de vérifications réalisées,
- nom, fonction, qualification et signature de l'intervenant.

#### 5.3.2 COMPTES RENDUS SUITE A UNE PANNE PROVOQUANT UNE IMMOBILISATION DE L'ASCENSEUR SUPERIEURE A 6H00.

Pour chaque panne immobilisant un appareil pendant un délai supérieur à 6h00, le titulaire informera par mail le site concerné en précisant les raisons du dépassement, ainsi que les dates et heures prévisionnelles de remise en service. Le titulaire se doit d'assurer une communication exemplaire sur l'état d'avancement de la résolution des pannes les plus longues.

#### 5.3.3 COMPTES RENDUS SUR DEMANDE

Le titulaire dressera, sur simple demande, un compte-rendu faisant apparaître pour les 3 derniers mois le nombre de pannes, les appels pour dépannage, le descriptif complet des actions de maintenance préventive et corrective ainsi que leur date et durée.

#### **5.3.4 COMPTES RENDUS ANNUELS**

Le titulaire dresse un compte-rendu annuel d'activité qu'il fait parvenir aux référents de sites du marché.

Lors de la première année d'exploitation, un rapport intermédiaire est remis pour information dans les 30 jours suivant la fin du 6ème mois.

Le compte-rendu annuel suivant la loi SAE au titre de l'exigence de l'article R. 125.2-1-III du décret n°2001-964 du 09/09/2004 relatif à la sécurité des ascenseurs doit comporter un rapport individuel par appareil, lui-même comprenant notamment :

Le compte-rendu annuel doit comporter un rapport individuel par appareil, lui-même comprenant :

- Toutes les informations qui seront nécessaires pour le suivi de l'appareil : adresse, ville, repère, caractéristiques principales, n° d'appareil, date de mise en service, date de rénovation, n° de la ligne téléphonique, nombre et type de logements, comportement des utilisateurs, etc.
- Les visites mensuelles de maintenance, les dates d'intervention, le temps passé et les libellés des différentes opérations de maintenance préventives et correctives réalisées et programmées.
- La liste des pièces qui ont été remplacées en précisant si cette opération de maintenance a été réalisée dans le cadre d'une action préventive ou corrective.

Dans le cas d'une opération non exécutée ou reportée, réalisée partiellement ou dans le cas de dates prévisionnelles non respectées, il sera nécessaire d'en indiquer le motif.

- Le montant de la redevance facturée de l'année en cours.
- Les visites semestrielles d'examen des câbles, des courroies, l'essai annuel du dispositif du parachute et du limiteur de vitesse, les dates et le libellé du rapport des examens et des vérifications. Et d'une façon générale, il sera précisé les dispositions prises en cas d'anomalies.
- Les interventions de dépannage, en indiquant si l'appareil était à l'arrêt à l'arrivée du technicien, la date et l'heure d'appel, la date et l'heure d'arrivée et de remise en service, la nature de l'intervention et du dysfonctionnement, le remède apporté et les pièces remplacées.

Il sera nécessaire de préciser :

- le type de dépannage (dépannage palliatif : action provisoire / dépannage correctif : action définitive),
- si les interventions font suite à un usage normal ou anormal (exemple le vandalisme),...
- les opérations qui ont fait l'objet d'une facturation séparée en indiquant leur montant,
- le nombre d'interventions suite à du vandalisme,
- les délais d'interventions prévus dans le contrat,
- les interventions urgentes en indiquant la date, l'heure d'arrivée et de remise en service, le type d'intervention et l'origine de l'incident.

#### **5.3.5 INFORMATION DES USAGERS**

Toute immobilisation des appareils supérieure à 6h00 devra être signalée aux usagers par apposition d'une affiche sur les portes palières de tous les niveaux.

Cet affichage portera impérativement mention de la date prévisionnelle de remise en service.

#### **5.3.6 GESTION INFORMATISEE**

Le titulaire mettra à disposition pour chaque site un outil informatique permettant de suivre en temps réel l'état du parc par appareils ainsi que les interventions en cours, les bilans, compte rendu d'intervention etc par appareil. Cette plateforme sera accessible via login et mot de passe. L'ensemble des documents disponible devra être exportable aux formats Excel ou PDF.

### **5.4 REUNIONS**

Des réunions seront programmées au minimum une fois par an, afin de dresser un bilan complet des prestations de maintenance. Le lieu de ces réunions sera défini parmi l'un des sites du groupement.

Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 16 / 19
Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud	



Chaque réunion abordera au minimum les points suivants :

- Une étude des pannes constatées avec évolution sur le ou les mois précédents,
- Une étude des opérations de maintenance corrective,
- Un point sur les opérations de maintenance préventive,
- Une analyse technique et financière des devis,
- Une proposition d'amélioration du fonctionnement et de la sécurité des appareils.
- 

En cas de besoins spécifiques (répétition de pannes, problèmes récurrents, ou tout autre situation justifiant un suivi renforcé), la fréquence des réunions pourra être modifiée.

## **5.5 PRISE EN CHARGE**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il prend en charge la maintenance. Le titulaire déclare également disposer de l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer la maintenance des équipements (outils spécifiques de programmation, organe de manutention, organe de mise en sécurité...).

Il déclare prendre les installations sans réserve. En cas de changement du titulaire, un état des lieux contradictoire sera réalisé avec le nouveau titulaire et confirmera la prise des installations sans réserve.

## **5.6 TELEALARME**

Le titulaire devra prévoir la reprogrammation des téléalarmes pour permettre le lancement d'un appel automatique en cas de demande d'intervention.

Dans le cas où cette reprogrammation serait impossible, le titulaire devra préciser dans l'Acte d'Engagement le nombre, la désignation et le coût des téléalarmes à remplacer ou à modifier.

Pour les appareils équipés de la manœuvre « pompiers », ce dispositif permettra également la liaison phonique avec la machinerie et l'interphone du rappel « pompiers » basé au niveau d'accès des secours.

Dans le cas d'une nouvelle installation de téléalarme (ou de télésurveillance) le titulaire précisera dans son offre les caractéristiques du matériel proposé, et s'assurera qu'il est compatible avec l'installation existante.

En fin de marché, ce système devra pouvoir être utilisé sans adaptation technique spécifique, et sans dépense supplémentaire par un autre prestataire.

Les appareils bénéficiant d'une liaison vocale bidirectionnelle avec tout autre prestataire devront être pris en charge par le titulaire et à ses frais.

La mise à disposition et la gestion des lignes téléphoniques, par machinerie ou groupe de machinerie, est à la charge des sites

Les abonnements et les frais de communications afférents à ces lignes seront également à la charge des sites. Les appels sont réalisés sur une ligne verte.

Le délai maximum imparti pour mettre en service la nouvelle fonction téléalarme telle que décrite ci-avant sera de 15 jours à compter du départ du contrat. Le titulaire ne pourra évoquer d'éventuelles adaptations pour justifier de délais supplémentaires.

## **6 REMISE DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHE**

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements (y compris les divers outils de paramétrages et d'aide à la maintenance de l'armoire de manœuvre) en état normal de maintenance et de fonctionnement.

Cahier des Clauses Techniques Particulières	Page 17 / 19
Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud	

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné et de tout expert désigné par le GHT au plus tard trois mois avant la date d'échéance du contrat.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent cahier des charges, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du titulaire.

De manière à assurer la continuité du service de téléalarme sur les appareils qui en seraient équipés à la fin du présent marché, le prestataire sortant s'engage à rediriger sans délais au prestataire entrant les appels qu'ils pourraient recevoir et ce pendant une durée de 3 mois.

## **7 DOCUMENTATION**

Le titulaire s'engage à restituer en fin de marché toute la documentation nécessaire à la maintenance complète des installations. Tous frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation sont à la charge du titulaire (dossier propriétaire).

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent marché, le titulaire du marché doit mettre à jour les plans et schémas des installations et les laisser à demeure en machinerie. Un exemplaire de la mise à jour doit être fourni pour le dossier propriétaire.

Dans la mesure où les schémas électriques des installations ne figurent pas dans le dossier du propriétaire, le titulaire devra reconstituer à ses frais l'ensemble des schémas mis à jour.

## **8 PERSONNEL ET MOYENS DU TITULAIRE**

Un plan de Prévention sera établi par le responsable de chaque site concerné et le titulaire. Une fois signé, il fera partie des pièces du marché.

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites sera qualifié selon les exigences du décret 2008-1325 du 15 décembre 2008.

Le personnel doit disposer de vêtements professionnels adaptés aux conditions d'intervention sur site. Le non-respect de ces consignes conduirait à l'exclusion de l'intervenant.

Une liste nominative du personnel susceptible d'intervenir devra être communiquée aux services techniques.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui sera l'interlocuteur habituel du groupe hospitalier. Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par le code du travail. Le personnel d'intervention du titulaire doit prendre connaissance des risques mis en évidence par l'étude de sécurité spécifique à chaque ascenseur.

Le GHT, en cas de manquement grave et répété, se réserve le droit, à tout moment, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire et même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Le titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage,
- les équipements de manutention,
- les échelles, échafaudages, plates-formes et platelages,
- les protections.

Le GHT en cas de nécessité et pour des raisons de prévention des risques liés à la santé, pourront exiger sans contreparties supplémentaires du présent titulaire le non-arrêt temporaire de la cabine à différents étage(s).

## 9 **FORMATION**

Le marché comprend une formation à la désincarcération qui devra être réalisée au plus tard dans les 30 jours suivant la date d'effet du marché et formalisée par la remise d'une attestation de suivi de stage ainsi que d'un cahier de consignes. Cette formation devra être renouvelée annuellement dans la limite des délais précisés ci-dessus.

Pour le Centre Hospitalier de Rambouillet :

- 17 personnes

Pour l'Hôpital Gériatrique Philippe Dugué :

- 5 personnes

Pour l'Hôpital de pédiatrie et de rééducation de Bullion :

- 4 personnes de l'équipe technique

Pour le Centre Hospitalier de Plaisir :

- 10 personnes

Pour l'EHPAD « Les Aulnettes » :

- 1 personne

Pour l'Hôpital Le Vésinet :

- 6 personnes de la sécurité

Pour le Centre Hospitalier de la Mauldre :

- 8 personnes

Pour l'Hôpital de Houdan :

- 10 personnes

## 10 **RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT « DEMARCHE HQE »**

Le titulaire du présent contrat a l'obligation contractuelle de faire recycler par un ou plusieurs centre(s) de traitement agréé(s), dont il fournira lors de la remise de son offre ou à défaut lors de la visite de prise en charge des ascenseurs et plateformes l'ensemble des coordonnées ainsi que le(s) certificat(s) d'agrément en cours de validité et correspondant(s) aux produits à faire recycler. Cette obligation concerne l'ensemble des déchets produits par les ascenseurs et plateformes élévatoires.

Toutes les huiles usagées sont évacuées immédiatement par le titulaire du présent contrat, il n'y aura donc pas de stockage sur site.

Le titulaire s'engage à fournir, à chaque élimination, les bordereaux de traitement réglementaire dans un délai de quatre semaines.